

The Golden 1920s

Dynamiques internationales, diplomatie et multilatéralisme en Europe sous l’emprise du retour à la normale

Christophe Farquet

* Etat du projet : février 2020

Ces dernières années, sous l’influence de l’essor des approches transnationales, l’histoire des relations internationales des années 1920 a connu une révision à laquelle aucune historiographie nationale n’a échappé. Au-delà de la variété des études et des méthodes, on distingue parmi la recherche historique une tendance très nette à la revalorisation des processus et des mouvements internationalistes dont l’action dépasserait le cadre interétatique des rapports internationaux. L’intérêt renouvelé des chercheurs pour les organisations internationales, au premier rang desquelles la Société des Nations, la multiplication des études sur la philanthropie, les réseaux d’experts ou l’humanitarisme, ainsi que le propos sur les prémices de la construction européenne qui peuvent être décelées durant cette période en sont autant d’indicateurs. Ces diverses recherches partagent en commun l’idée, explicitement ou implicitement admise, qu’après la Première Guerre mondiale, des forces profondes ont assidûment travaillé en faveur de l’élaboration d’un système international plus stable et progressiste, avant que la Grande Dépression et la montée des tensions et des extrêmes politiques ne réduisent à néant ce dessein. A ce titre, ces travaux renouent avec une perspective libérale sur les années folles, très en vogue parmi les élites de l’époque, mais qui avait été par la suite fortement contestée par l’histoire diplomatique.

Le présent projet propose d’interroger la pertinence de ces approches en questionnant la réalité de l’internationalisme et de la collaboration internationale en Europe durant les années 1920. Trois axes d’analyse seront privilégiés : les fonctions attribuées à la Société des Nations dans les relations internationales ; la dialectique entre coopération européenne et intégration des Etats-Unis dans les arènes du multilatéralisme, ainsi que ses interactions avec le processus culturel d’américanisation ; la refondation du système financier international et ses incidences politiques. A l’encontre de l’émiettement actuel des approches, l’objectif du projet est de produire à son terme un ouvrage de synthèse qui, non seulement alimentera la réflexion sur les relations internationales des années 1920, mais qui ouvrira également des pistes d’interprétation novatrices, propices à la stimulation de recherches sur cette thématique. La thèse principale consiste à postuler, à l’inverse des angles d’analyse adoptés par l’histoire transnationale, que le point d’accord essentiel entre les élites européennes pendant les années 1920, au-delà des divergences nationales dans les relations internationales, s’est situé dans la volonté commune d’un retour à la normale économique d’avant-guerre. En ce sens, en dépit de la modernisation à l’œuvre durant cette période, l’internationalisme libéral apparaît surtout comme un programme résolument tourné vers le passé, qui s’est finalement avéré hautement déstabilisateur.

I. Etat de la question

Le projet a pour but d'apprécier la réalité et la signification de l'internationalisme et de la coopération internationale en Europe pendant les années 1920.¹ A ce titre, il se situe dans un champ de recherche en pleine expansion depuis deux décennies. L'intérêt des historiens pour cette thématique a sans doute été stimulé par l'essor des perspectives transnationales en sciences humaines, qui ont incité, dans le domaine des relations internationales, à dépasser le cadre interétatique dans lequel l'histoire diplomatique aurait trop étroitement confiné les rapports internationaux. Ce processus historiographique ne paraît pas devoir s'atténuer au cours des prochaines années, ne serait-ce que parce que les commémorations du centenaire des événements étudiés susciteront des nouvelles contributions sur le sujet. Les projets et les rencontres historiques récemment consacrés aux traités de paix du premier après-guerre en témoignent.² S'il est illusoire, devant la multitude des études de cas dédiées à la coopération internationale après la Première Guerre mondiale, de vouloir dresser un état exhaustif de la littérature historique, il est possible en revanche de recenser trois domaines dans lesquels les historiens se sont montrés particulièrement actifs ces dernières années dans le renouvellement de l'histoire des relations internationales pour la période allant de la fin des hostilités au début de la Grande Dépression, en déplaçant la focale d'analyse sur les processus et les mouvements internationalistes qui ont germé durant ces années.

Premièrement, les historiens ont tenté de réexaminer le rôle et le fonctionnement des organisations internationales après la Première Guerre mondiale. La Société des Nations et l'Organisation internationale du travail, ainsi que dans une moindre mesure d'autres organismes multilatéraux comme la Cour de justice internationale de La Haye, ont ainsi bénéficié d'une attention accrue de la part des spécialistes des relations internationales. Refusant de réduire la Société des Nations à son échec politique dans le maintien de la paix, les recherches récentes ont essayé de démontrer combien les apports de l'organisation genevoise dans les domaines sociaux, économiques ou culturels ont été substantiels (Pedersen 2007 ; Gray 2007 ; Kott 2011 ; Rodriguez Garcia, Rodogno et Kozma 2016 ; Marbeau 2017). Le premier après-guerre est apparu en ce sens comme un moment décisif de l'émergence du multilatéralisme, certes préparé en amont des hostilités par la multiplication des rencontres et des organismes internationaux durant la Belle Epoque (Iriye 2002 ; Herren 2009), mais qui aurait surtout préfiguré après la Seconde Guerre mondiale la création des grandes organisations internationales que l'on connaît aujourd'hui, comme l'ONU ou les institutions de Bretton Woods (Renoliet 1999 ; Borowy 2009 ; Clavin 2013 ; Pedersen 2015 ; Tournès 2016). Outre cette thèse de la continuité du multilatéralisme, qui serait notamment validée sociologiquement, une autre tendance a vu les historiens accorder plus d'intérêt au fonctionnement interne des organisations internationales pour identifier des mécanismes décisionnels qui ne correspondraient pas à la vision dite réaliste d'une confrontation entre les intérêts nationaux des puissances. Les propos sur les communautés épistémiques, les réseaux d'expertise, voire la réactivation de l'idée d'un « esprit de Genève »

¹ Le concept d'internationalisme est employé ici dans une acception large, soit les processus ou les mouvements subordonnant les intérêts nationaux à un intérêt plus général, international, qui les dépasse.

² Exemple parmi d'autres, les colloques organisés à Paris, pour le centenaire de la Conférence de la Paix : « 1919. The Paris Peace Conference », Colloque international à Paris, 5-8 juin 1919 ; « Les traités de paix (1918-1919). La paix les uns contre les autres », Colloque international à Paris, 21-23 mars 1919.

s'inscrivent dans cette orientation (par exemple, Clavin et Wessels 2005 ; Sacriste et Vauchez 2007 ; Schultz 2006 ; Guieu 2008 ; Kott 2008 ; Laqua 2011 ; Kott et Droux 2013).

Au-delà de l'étude du multilatéralisme à proprement parler, une seconde approche a consisté à se pencher sur le rôle de groupes privés ou paraétatiques en tant que vecteurs de l'internationalisme après la Première Guerre mondiale. En réalité, en marge de l'histoire des relations internationales, une littérature historique, parfois aux accents apologétiques, s'était toujours intéressée aux grandes figures du pacifisme, du féminisme ou de l'humanitarisme avant et après la guerre, faisant en quelque sorte contrepoids à l'idéalisation à gauche des personnalités qui ont dominé le mouvement ouvrier international. Toujours est-il que, ces dernières d'années, des recherches plus rigoureuses ont mis au jour combien les années 1920 ont vu, en dépit du nationalisme qui est stimulé par la Grande Guerre, un bourgeonnement véhiculé par de multiples formes institutionnelles, souvent en lien avec les nouvelles organisations internationales, réactivant tout en transformant les internationalismes de la Belle Epoque (Laqua 2011b ; Sluga 2013 ; Rodogno, Struck et Vogel 2015 ; Sluga et Clavin 2017). Les publications sur le rôle de la philanthropie dans le financement de projets scientifiques, culturels et sociaux ont par exemple démontré que des fondations américaines, à l'instar de Rockefeller, ont été des acteurs internationaux influents dans l'Europe du premier après-guerre, sans pour autant que leurs activités soient directement en phase avec la ligne politique officielle du gouvernement des Etats-Unis (par exemple, Bertrams 2010 ; Krige et Rausch 2012 ; Tournès et Scott-Smith 2017). L'humanitarisme a, dans le même sens, suscité maintes contributions évaluant parfois dans un sens critique l'action humanitaire tout en l'inscrivant dans le foisonnement internationaliste des années 1920 (par exemple, Watenpaugh 2012 ; Cabanes 2014 ; Ribì Forclaz 2015). Bien que le premier après-guerre soit marqué par un repli prononcé des économies nationales sur leur territoire, des organismes comme la Chambre de commerce internationale ont aussi initié une coopération associant les grands patrons de l'industrie et de la finance (pour un résumé de ses activités durant l'entre-deux-guerres, Rosengarten 2001). Plus généralement, le nombre de ce qu'on appelle aujourd'hui les ONG ou les think tanks agissant dans la sphère internationale s'accroît sensiblement après la guerre, ce qui participe d'une multipolarisation des rapports internationaux qui se poursuivra après la Seconde Guerre mondiale (par exemple, Charnovitz 2003 ; Davies 2014 ; International Politics 2018).

Le regain d'intérêt pour les processus internationalistes a eu, en retour, une incidence sur la manière d'aborder les relations entre les puissances. En effet, on peut déceler troisièmement une inclination parmi la recherche historique récente à reconsidérer plus positivement la collaboration multilatérale et plurilatérale entre les Etats pendant les années folles. En ce domaine, la tendance n'est certes pas totalement nouvelle, et, à certains égards, elle renoue en fait avec une perspective ancienne, qui avait été quelque peu surpassée ensuite par les recherches historiques qui s'étaient appuyées sur les archives nationales. Elle n'est pas non plus uniforme puisque les historiens qui s'inscrivent dans cette orientation continuent de côtoyer maints spécialistes des relations internationales qui leur opposent une perception plus pessimiste des rapports entre les puissances lors de la décennie qui suit la fin de la guerre. Il n'empêche que l'appréciation de quantité des grands événements historiques entre 1918 et 1929 est désormais imprégnée de l'influence de l'histoire transnationale et d'une revalorisation de la collaboration internationale. Plusieurs faits historiques majeurs des relations internationales, à côté des pourparlers de la Société des Nations, ont connu récemment une révision par rapport aux analyses qui prédominaient précédemment. Un d'entre eux est le rapprochement franco-germanique initié dans les domaines politique et économique à partir du milieu des années 1920, dont la réalité et les potentialités

sont réévaluées à la hausse par les historiens (par exemple, Müller 2005 ; Bariéty 2007 ; Conway et Patel 2010 ; Guieu 2016 ; pour une synthèse : Schultz 2010 a et b). D'aucuns ont voulu y déceler, en dépit de la rupture occasionnée par les années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, les prémices de la construction européenne des Trente Glorieuses (idée déjà présente chez Badel 1999). Cette interprétation s'insère dans une vision plus générale considérant que, durant la seconde moitié des années 1920, un environnement international susceptible d'amener une stabilité sur le long terme dans les équilibres entre les nations européennes s'est dessiné. La politique d'apaisement de l'Allemagne en direction des vaincus, initiée dès 1919 et raffermie à partir de l'occupation de la Ruhr, n'est ainsi plus envisagée comme par le passé à l'aune des événements des années 1930, mais est considérée comme une orientation raisonnée et propre à garantir la paix en Europe (comparer à ce sujet Boyce 1987 et Cohrs 2006, et également Jacobson 1972 et Johnson 2004). Finalement, même l'appréciation d'une réunion dominée par les dirigeants des puissances comme la Conférence de la Paix, en tant que rassemblement multilatéral intégrant, aux côtés des grands Etats, les représentants de petites nations, peut être maintenant teintée de transnationalisme et de globalisme (pour un exemple récent, Badel 2019).

Que penser de ce renouvellement historiographique ? Quelle que soit la diversité des nouvelles recherches, il ne fait aucun doute que la révision récente de l'étude des relations internationales des années 1920 pose un certain nombre de problèmes fondamentaux auxquels les historiens n'ont qu'imparfaitement répondu jusqu'alors. On soulèvera ici trois types de limites et de lacunes qui peuvent être identifiées parmi la plupart des études et qui motivent la réalisation de ce projet de recherche. La première objection vient de ce que l'histoire transnationale ne prend pas suffisamment en compte les résultats des précédentes études sur l'histoire des relations internationales pendant les années 1920. En réalité, avant que les propos sur l'internationalisme et la coopération internationale ne reviennent en vogue, l'histoire des relations internationales de la période 1918-1929 était déjà passée par une première révision très importante, initiée durant les années 1970-1990. Ce que l'on appelé parfois la « new international history of the 1920s » (Jacobson 1983) a représenté un tournant historiographique majeur, incluant des monographies de toute première qualité qui ont réinterprété en profondeur l'histoire des relations internationales en associant étroitement la dimension économique à celle politique (pour une synthèse représentative de cette tendance : Marks 1976). Or, ces résultats, fondés sur une consultation très vaste des archives non publiées et l'emploi d'une méthode qui dépasse l'histoire diplomatique événementielle et interétatique, ne sont que très peu discutés par la littérature récente de telle sorte que celle-ci prête aisément le flan à la critique. Sur des thématiques cruciales comme les négociations sur les Réparations de guerre et les dettes interalliées (par exemple, Schuker 1976 ; Bariéty 1977 ; Artaud 1978), l'ampleur des objectifs révisionnistes des dirigeants allemands par rapport au Traité de Versailles (par exemple, McDougall 1978 ; Pohl 1979 ; Knipping 1987) ou encore la politique impérialiste des puissances à l'Est de l'Europe (par exemple, Teichova 1974 ; Ranki 1983), cette approche historique, certes désormais datée, présente des objections importantes à la réalité d'un foisonnement internationaliste et de la collaboration internationale, démontrant à quel point, au-delà des discours pacifistes prononcés publiquement, des logiques plus agressives, souvent dictées par des intérêts nationaux, ont prévalu.³ Les années 1920, même dans leur seconde moitié, ne devraient donc

³ Signalons que le grand ouvrage de synthèse sur l'histoire diplomatique des années 1920 de Zara Steiner, souvent cité dans les études récentes, mais visiblement mal lu, s'engage très peu dans la voie tracée par les nouvelles approches sur

pas être considérées comme de grandes heures de l'internationalisme. Ce constat peut d'ailleurs être appliqué à l'internationalisme communiste, qui n'est pas un objet d'étude du présent projet, mais qui, une fois passés les troubles du premier après-guerre, a, sous l'égide de Moscou, une influence politique relativement modérée en Europe jusqu'à la Grande Dépression.

La seconde critique, tout aussi décisive, porte sur ce que la littérature transnationale ne présente pas un tableau tout à fait cohérent et raisonné de la collaboration internationale durant les années 1920. Si l'existence de processus et de courants internationalistes après la guerre ne doit pas être mise en doute, en raison de l'émiettement de la recherche et de la multiplication des études de cas, il semble très difficile de saisir dans quelle mesure ils agissaient dans un sens commun et, si oui, quel avait été l'objectif poursuivi. Cette critique repose également sur le fait qu'en se concentrant avant tout sur les mécanismes décisionnels, la littérature récente a parfois oublié de confronter les objectifs et les conséquences des diverses actions internationalistes. Il en ressort une impression d'une accumulation d'indices attestant la présence de telles forces dans les relations internationales sans que chacune d'elle soit réinscrite dans un cadre d'analyse plus général. Or, on est obligé de constater que, pour peu que l'on veuille se pencher plus concrètement sur les visées et les résultats, sans même traiter des internationalismes de gauche, la collaboration internationale a souvent agi dans des directions différentes, voire opposées, et cela même parmi des institutions qui entretenaient des liens étroits entre elles. Si, par exemple, le Bureau international du travail et ses économistes formulent assez rapidement des analyses et des recommandations peu en phase avec le dogme libéral, ils se placent en contradiction à Genève avec l'Organisation économique et financière, et surtout son Comité financier, qui, durant les années 1920, reste un bastion de l'orthodoxie.⁴ Il en est de même, à un autre niveau d'analyse, des prémices supposées de la construction européenne, autour du rapprochement franco-allemand de la seconde moitié de la décennie, qui s'est fait dans une certaine mesure contre l'influence américaine en Europe, dont les actions humanitaires et philanthropiques ont été des vectrices, tout en entretenant des liens ambigus avec le multilatéralisme de la Société des Nations (par exemple, Soutou 2005 ; Schuker 2007). Il ne suffit donc pas de mettre au jour l'existence de processus et de mouvements internationalistes puisque ceux-ci travaillaient parfois dans des sens contraires, ce qui pouvait être source de tensions internationales.

Non seulement les approches récentes ne tiennent pas assez compte de la réalité des relations diplomatiques et des motivations profondes qui guident les actions internationalistes, mais elles ne prennent également pas suffisamment en considération le contexte économique et politique dans lequel elles s'insèrent. L'image présentée des années 1920, surtout en ce qui concerne la période qui va du plan Dawes au déclenchement de la Grande Dépression, reste souvent beaucoup trop idyllique, ce qui conforte l'idée que cette époque aurait été caractérisée par une grande stabilité à laquelle l'internationalisme aurait apporté une contribution déterminante. Or, si l'on excepte la situation dans les pays neutres, épargnés par la guerre, la réalité politique et économique des années folles contredit d'elle-même cette interprétation. Politiquement, l'autoritarisme fait florès de telle sorte que, bien avant les années 1930, la grande majorité des pays de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Est est dominée par des pouvoirs non démocratiques ou qui ne gardent de la démocratie que quelques aspects formels

l'internationalisme et la collaboration internationale : Steiner (2005). Voir, par ailleurs, la critique de Marks (2013) sur les tendances historiographiques récentes dans l'analyse des traités de paix.

⁴ Ceci ressort d'ailleurs, contre leur propre thèse, de l'analyse d'Endres et Flemming (2002), souvent citée à l'appui des innovations économiques qui auraient été défendues à la Société des Nations.

(pour un survol, Payne 1995 ; Rothschild 1974). La mise en échec politique du libéralisme est donc patente à la fin des années 1920. Il en va de même au niveau économique, la stabilisation monétaire entreprise à partir du milieu de la décennie n'amenant pas une prospérité radieuse dans les pays d'Europe occidentale. Faut-il rappeler que l'Allemagne après 1924 connaît tout au plus deux bonnes années de croissance avant de sombrer dans la dépression (par exemple Voth 2003 ; McNeil 1991) ? En Europe centrale et de l'Est, la situation est pire encore : aux désastres de l'inflation succède la rigueur de l'austérité et de la déflation qui assène un second coup très dur à des économies fragiles, de telle sorte que la plupart d'entre elles sont déjà en récession avant 1929 (par exemple, Berend 2001 ; Stiefel 1988). Sans même prendre en considération la suite de l'entre-deux-guerres, une attention plus rigoureuse au contexte politique et économique invite, par conséquent, à faire preuve de scepticisme à l'égard des succès supposés de la stabilisation de la situation en Europe durant la seconde moitié des années 1920.

II. Axes d'analyse

Sur la base de ces trois critiques générales, qui paraissent difficilement contestables, le projet a pour objectif de questionner la réalité de l'internationalisme et de la coopération internationale durant les années 1920 en prenant mieux en compte les apports précédents de l'histoire des relations internationales, en cherchant à évaluer la cohérence des actions internationalistes et en ancrant plus profondément l'analyse dans l'histoire politique et économique. Bien que le but final du projet soit de produire une synthèse générale, qui corresponde à ce plan de travail, trois thématiques seront approfondies en particulier, non seulement parce qu'elles touchent au plein cœur de la signification de l'internationalisme libéral des années 1920, mais également parce que la façon dont elles seront traitées répond aux trois objections faites précédemment à la littérature transnationale. De la sorte, l'intérêt du projet se situe autant au niveau du contenu de ses résultats que de la méthode qui est employée pour y parvenir.

La première thématique sélectionnée est l'histoire de la Société des Nations. Dans ce domaine, en effet, l'écart entre la majeure partie des travaux d'histoire diplomatique et les études récentes inspirées de l'histoire transnationale est très large. En réalité, les nouvelles approches de la Société des Nations n'ont jamais vraiment réussi à écartier le constat que l'organisation genevoise a été surtout marquée par son échec politique et que son action, avant même la crise mandchoue, s'est avérée assez platonique dans les relations internationales. On peut émettre toutes sortes de critiques pertinentes à la thèse d'un succès relatif du multilatéralisme dans les champs socio-économiques qui ferait contrepoids à son échec politique et qui préparerait les organisations internationales de l'après-guerre. Cette perspective n'est d'abord pas dépourvue de téléologie et d'une certaine excessivité, compte tenu de la profondeur de la rupture occasionnée par la Seconde Guerre mondiale et du fonctionnement, assez différent, des organismes multilatéraux à partir de 1945. Quoi qu'en disent certaines études récentes, il ne fait aucun doute que, durant les années 1950 et 1960, les institutions de Bretton Woods, par exemple, n'ont que très peu à voir avec l'Organisation économique et financière de la Société des Nations au point de vue

aussi bien de la doctrine que de leurs modes d'action.⁵ A cela s'ajoute que les décisions plurilatérales qui ont eu le plus de poids dans les relations internationales ont souvent été prises loin de Genève durant les années 1920. Les négociations sur les Réparations de guerre, les plans Dawes et Young ou les accords de Locarno le démontrent. Tout ceci invite à ne pas surévaluer l'influence de la Société des Nations et ce, même après l'inclusion de l'Allemagne en 1926. L'histoire diplomatique n'a-t-elle pas indiqué que l'organisation devient alors avant tout un lieu de rencontres que les décideurs des grandes puissances mettent à profit pour régler, en marge des débats officiels, certains contentieux diplomatiques ? (Marks 1976, 80-81).

Il est toutefois possible de dépasser cette opposition entre l'inanité de l'action multilatérale genevoise qui transparait souvent dans l'histoire diplomatique et la surévaluation de l'incidence de la Société des Nations qui est perceptible dans certaines recherches récentes en réfléchissant aux fonctions remplies par l'organisation genevoise dans les relations internationales des années 1920, au-delà des appels à la collaboration et à la pacification des rapports entre les peuples. Quelle signification a eue l'organisation genevoise pour les décideurs et comment ont-ils mis à profit le cadre multilatéral dans leur stratégie de puissance ? Cette approche, qui n'est pas fonctionnaliste selon l'acception de ce terme dans l'étude des relations internationales, n'a jamais été systématiquement appliquée au-delà des études de cas spécifiques.⁶ Or, elle s'avère très féconde en ce qu'elle permet de dépasser l'interprétation dite réaliste qui fait de la Société des Nations un terrain d'affrontement des Etats, en se penchant sur la spécificité des pourparlers au sein de l'organisation internationale en comparaison d'autres négociations, bilatérales ou plurilatérales, tout en ne tombant pas dans le travers inverse qui consisterait à accorder trop d'autonomie à un organisme qui, qu'on le veuille ou non, reste dominé par les grands pays européens, ou à idéaliser ses interventions. Elle a également l'avantage de mettre en évidence la diversité des actions multilatérales. La Société des Nations a pu être, en effet, une chambre de compensation lors de conflits bilatéraux entre les grandes puissances, un lieu d'arbitrage pour les contentieux mineurs dans les relations diplomatiques, un vecteur du libéralisme ou du conservatisme dans le domaine économique et social, ainsi que, parfois, un organisme servant à se défaire de problématiques sensibles en les renvoyant à des commissions impotentes. C'est uniquement en réfléchissant de cette manière que le renouvellement de l'étude historique de la Société des Nations pourra faire sens pour l'analyse des grands faits et tendances qui ont marqué les relations internationales des années 1920. Il s'agira donc d'établir une typologie adéquate pour embrasser l'ensemble des travaux de l'organisation genevoise.

La deuxième thématique sélectionnée interroge la cohérence de l'internationalisme en Europe pendant les années 1920. Comme il a été indiqué précédemment, il n'est pas satisfaisant d'en rester à

⁵ C'est ici contre l'ouvrage surestimé de Clavin (2013) qu'il faut se positionner, l'historienne surévaluant l'innovation des doctrines économiques défendues à Genève, tout en soutenant faussement que l'Organisation économique et financière a connu un essor important surtout durant la décennie des années 1930. Les grandes heures de l'Organisation économique et financière, porte-voix du libéralisme financier, ce qu'elle continuera à être contre vents et marées jusqu'à très tard durant l'entre-deux-guerres (Pauly 1997 ; Schirmann 2003), ont été incontestablement les années 1920, avec la mise en œuvre des programmes de stabilisation. Si l'on veut vraiment tracer une continuité, ces plans sont en fait des ancêtres lointains des politiques que le FMI défendra, non durant l'après-guerre, mais suite à sa transformation amorcée à partir des années 1980, dans le cadre du tournant néo-libéral et du début des programmes d'ajustement structurel.

⁶ Quoi qu'il en soit, on peut puiser une inspiration dans la grosse somme de Walters (1952) qui, bien que critiqué par les nouvelles études, a le mérite de présenter un inventaire précis et réaliste des actions de la Société des Nations. Il défend d'ailleurs déjà la thèse d'un échec politique qui serait quelque peu compensé par le relatif succès des activités dites techniques de l'organisation genevoise. Les autres synthèses, comme Northedge (1986), sont moins utiles.

l'identification de l'existence de mouvements ou de processus internationalistes dans les relations internationales. Il faut également savoir dans quel agenda politique plus vaste ils se sont insérés. Surtout à partir du milieu des années 1920, on remarque deux tendances à l'œuvre parmi la collaboration internationale en Europe, l'une participant d'un rapprochement modéré à l'intérieur du continent entre les vainqueurs et les vaincus de la guerre, au premier chef la France et l'Allemagne, l'autre voyant une plus grande insertion des Etats-Unis dans les affaires européennes en dépit de la persistance d'un fort courant isolationniste parmi les dirigeants républicains. L'inclusion de représentants américains dans diverses activités de la Société des Nations, l'implication de la philanthropie américaine dans des projets économiques et sociaux et surtout le rôle décisif joué par la finance états-unienne dans la stabilisation monétaire européenne dès le plan Dawes témoignent incontestablement de ce second mouvement (par exemple, Link 1970 ; Schröter 2005).⁷ Or, le rapprochement franco-allemand, qui se traduit diplomatiquement par les accords de Locarno et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, ainsi qu'au niveau économique par une série d'ententes cartellaires et le traité commercial de 1927, entretient des rapports ambigus avec cette recrudescence de l'influence américaine. Alors que les deux tendances se cumulent parfois, les Américains accueillant dans l'ensemble avec satisfaction la détente dans les rapports intra-européens, cela n'enlève rien à ce que Briand et Stresemann, les ministres des affaires étrangères français et allemand qui sont considérés comme les piliers de cette pacification relative, perçoivent tous les deux cet effort comme une tentative de contrer l'impérialisme américain. S'il émane avant tout d'une volonté de résoudre les problèmes économiques et les tensions politiques en Europe de l'Est, le « plan Briand », proposé par le ministre français à la Société des Nations en 1929, s'inscrit aussi dans une visée européeniste (Bariéty 2007). Il s'agira donc d'étudier cette dialectique entre l'intégration des Etats-Unis dans les arènes du multilatéralisme et la coopération européenne, un angle d'analyse qui a fait l'objet de maintes réflexions pour l'après-guerre mais qui n'a été abordée qu'à la marge pour les années 1920 (par exemple, Barjot, Lescent-Giles, de Ferrière Le Vayer 2002).

Plus généralement, comme pour la Société des Nations, il faudra évaluer la profondeur de ces deux processus, au-delà des discours publics ou des nombreuses initiatives qui sont restées platoniques, à l'instar du pacte Kellogg-Briand de 1928 contre le recours à la guerre, dont l'origine et les termes sont d'ailleurs eux-mêmes ambigus au point de vue de la détente franco-allemande. Pour ce faire, il serait aussi intéressant d'examiner comment cette dialectique entre américanisation et européenisme a trouvé une traduction dans la sphère culturelle. C'est un truisme que d'affirmer que les années folles marquent une étape significative dans l'américanisation culturelle de l'Europe, ce que l'essor du jazz ou des films hollywoodiens semble attester. Comme en matière diplomatique, il faudrait évidemment se garder de surévaluer le phénomène, circonscrit pour l'essentiel aux grandes villes et incomparable à l'influence états-unienne telle qu'elle se manifestera après la Seconde Guerre mondiale. Toujours est-il que l'on sait qu'en dépit de l'isolationnisme américain, il a été soutenu, jusqu'à un certain point, par une politique culturelle, officielle et extra-étatique, et que, comme en matière économique, il a suscité des réactions et des oppositions dans les pays européens (Costigliola 1984 ; Klautke 2003). Ce qui est moins clair, en revanche, c'est dans quelle mesure les élites européennes ont tenté de collaborer internationalement pour endiguer cette influence culturelle. On sait que le mouvement Pan-Europa de Coudenhove-Kalergi a comporté, dès l'origine, une dimension anti-américaniste et que maints

⁷ Voir également à ce sujet la synthèse d'Adam Tooze (2015), qui, à l'instar de son précédent ouvrage consacré au nazisme, surévalue toutefois grandement l'influence états-unienne sur l'Europe.

intellectuels européens ont stimulé, durant l'entre-deux guerres, des idées propices au rapprochement européen dans un but de contrer le déclin du Vieux Continent face à l'avènement de la puissance américaine (par exemple, Hewitson 2012). Reste à évaluer dans quelle mesure ces initiatives, qui sont souvent associées à une valorisation du colonialisme (Beckert 2017), ont influé sur la politique extérieure des grands Etats. De la sorte, la recherche comprendra aussi un intérêt méthodologique. Si les études transnationales ont attiré avec insistance l'attention sur les groupes, les courants et les échanges qui transcendent les rapports proprement interétatiques, rares sont les analyses qui évaluent précisément comment ces dynamiques ont pesé, en retour, sur les orientations diplomatiques des puissances. Or, puisque personne ne peut contester le poids des politiques officielles après la Grande Guerre, il paraît judicieux de concevoir ces deux types de relations selon un rapport non d'opposition ou d'exclusion, mais d'interaction réciproque. En somme, autour de la dialectique entre européanisme et américanisation apparaissent des processus internationaux complexes, faits de concurrence et de rapprochement entre puissances, auxquels se superpose une compétition entre des agendas soutenus par des mouvements dits transnationaux, les deux sphères interférant réciproquement l'une sur l'autre. Cela n'enlève rien à ce que tout indique que ces dynamiques restent très fortement subordonnées à des logiques nationalistes après la Grande Guerre.

Le troisième volet du projet se penche sur les stabilisations financières des pays européens durant les années 1920 en tentant de mieux les inscrire dans la réalité économique et politique. Bien loin d'être confinée à la mise en œuvre de politiques nationales, la stabilisation des monnaies européennes, après les fortes dépréciations causées par le financement inflationniste des coûts de guerre et de reconstruction, est, en effet, un haut-lieu de la collaboration internationale entre 1922 et 1931. Comme on l'a dit, dès le programme financier autrichien initié à la fin de l'année 1922 à Genève, l'Organisation économique et financière de la Société des Nations intervient à de nombreuses reprises, en Hongrie, en Grèce, en Estonie et en Bulgarie, pour secourir les pays victimes de l'inflation et participer à la restauration de l'étalon-or en Europe. En parallèle, des programmes internationaux similaires sont institués, sous l'égide des grandes puissances, en Allemagne bien entendu après l'hyperinflation avec le plan Dawes, mais également en Pologne ou en Roumanie (pour des vues générales, Meyer 1970 ; Pauly 1996 ; Fior 2008). La littérature récente, inspirée par l'enthousiasme des approches transnationales pour la Société des Nations, tout comme par le néo-libéralisme qui domine l'histoire économique depuis maintenant plus d'une vingtaine d'années, a cru devoir voir dans ces programmes de stabilisation des exemples de succès de la collaboration internationale avant la Grande Dépression (par exemple, Beyersdorff 2011 ; Decorzant 2011 ; Marcus 2018). Mais, comme on l'a dit, cette interprétation fait fi des principaux indicateurs des économies administrées, qui démontrent combien la déflation et les plans d'austérité ont été néfastes pour des pays en situation de très grande faiblesse. Par ailleurs, elle ne met pas en évidence à quel point la coopération internationale a recouvert un jeu d'influence entre les puissances, très peu regardantes de la garantie de la souveraineté nationale et de la vitalité de la démocratie, visant à dominer ou à contrôler les politiques des pays auxquels elles sont venues en aide. A cela s'ajoute que la libéralisation financière causée par la restauration monétaire n'a guère actionné un mouvement de libéralisation économique, le protectionnisme commercial restant bien plus affirmé qu'avant la guerre à l'Est et au Sud de l'Europe. A moyen terme, il ne fait aucun doute finalement que la rigueur imposée à ces pays a été une des causes profondes du déclenchement de la crise bancaire européenne de 1931 (voir les critiques concernant le plan autrichien dans Piétri 1981 ; Berger 2000 ; Farquet 2019a). Or, il n'est pas juste de dénoncer la domination des banquiers

centraux des grandes puissances sur la restauration de l'étalon-or durant les années 1920, à l'instar de Montagu Norman, sans insister sur ce que la Société des Nations a été une des vectrices principales de cette prédominance (Clavin 2017).

Ce troisième pan de la recherche invite à avancer une thèse plus générale pour ce projet qui, en l'état de la réflexion, constitue l'axe interprétatif central qui guidera sa réalisation. Parmi la variété des expériences de collaboration internationale durant les années 1920, l'internationalisme ne s'est-il pas surtout incarné en Europe dans ce programme de restauration du système financier et monétaire d'avant-guerre ? Au-delà de la concurrence nationale entre les grands Etats et les banques centrales qui se joue en ce domaine (par exemple, Flandreau 2003 ; Feiertag et Margairaz 2012), n'est-ce pas sur ce point que la communauté de vue politique et économique s'est avérée la plus claire et que l'incidence de la coopération internationale a été la plus décisive ? La Société des Nations n'a sans doute jamais été aussi influente sur les politiques des pays européens que lors de la mise en œuvre des plans financiers internationaux. On ajoutera que le rapprochement franco-allemand a lui-même été rendu possible par l'hyperinflation allemande, qui pousse à la modération des objectifs révisionnistes et à l'acceptation du plan Dawes par le Reich, puis par la crise du franc qui atténue les possibilités d'une politique de force par la France en Europe, démontrant le rôle structurant de la finance sur l'évolution des relations internationales (Jacobson 1975 ; Bariéty 1980). Il semblerait bien que ce soit, dans le domaine financier et monétaire, que les forces internationalistes aient été les plus vives dans l'Europe des années 1920, transcendant les divergences entre les objectifs nationaux poursuivis par les puissances. Pour cause : le rétablissement de l'étalon-or, après l'inflation du premier après-guerre, étroitement associée dans les esprits à la vague révolutionnaire qui a traversé l'Europe, devient pour les élites occidentales un but essentiel qui dépasse de loin la simple problématique de la stabilité du système monétaire international. On attend de lui qu'il ravive l'environnement économique de la Belle Epoque, perçu comme un authentique paradis perdu, celui des rentes stables, des marchés conquérants et de la première globalisation. D'où la mystique qui entoure, durant l'entre-deux-guerres, l'étalon-or, dont semble dépendre la survie de la société bourgeoise tout entière.

Si l'on accepte cette prémisse, l'internationalisme libéral des années 1920 prend alors un tout autre aspect, vu d'aujourd'hui. Il n'est plus tourné vers l'avenir, mais vers le passé puisqu'il met au centre de son agenda le retour à la normale d'avant-guerre, se démarquant de la sorte de la coopération des Trente Glorieuses, qui a rompu résolument avec ces conceptions économiques, rendues responsables de la Grande Dépression. Il n'est guère progressiste, étant donné que la contrainte financière entrave la réalisation d'objectifs sociaux, dans un temps où le poids de la sphère étatique dans l'économie, en comparaison de la situation actuelle, est encore faible et l'Etat-Providence sous-développé, tandis qu'il participe en même temps de la mise en place d'un système monétaire qui s'avérera en dernier ressort hautement déstabilisateur.⁸ Il n'est, en fin de compte, que très peu libéral, au-delà des velléités de

⁸ C'est, sur ce dernier point, la thèse soutenue, comme on le sait, par Barry Eichengreen (1992), selon laquelle les rigidités sociales ne permettaient plus d'effectuer les ajustements nécessaires à la restauration et au bon fonctionnement de l'étalon-or après la Première Guerre mondiale, facteur déstabilisateur auquel se sont ajoutés le manque de collaboration internationale entre les banques centrales et la tendance structurelle à la déflation d'un système dérivé de l'étalon-or. Tout ceci aurait concouru à l'éclatement de la grande crise des années 1930. En réalité, les principaux problèmes de l'étalon de change-or, qui, techniquement, ne marquait pas une rupture profonde avec le gold standard tel qu'il fonctionnait avant la guerre (Nurkse 1944, 28), étaient plutôt les suivants durant les années 1920 : stabilisations monétaires fondées sur des placements spéculatifs à très court terme, impact négatif de l'austérité financière sur les économies nationales après les inflations, absence d'hégémon stabilisateur comme avant la guerre en raison de la concurrence entre New York, Londres,

démantèlement de l'Etat et du rétablissement de la liberté des flux de capitaux, parce qu'il n'a aucune peine à favoriser les tendances autoritaires lorsqu'elles sont enclines à accélérer la restauration financière, sans parler du vaste consensus dont bénéficie la perpétuation de la domination coloniale. Pour pousser la réflexion jusqu'à son aboutissement, il est raisonnable de se demander à quel point, à l'instar du programme défendu par la philanthropie américaine, les autres volets de la collaboration internationale peuvent-ils être perçus, non pas comme l'essence même de l'internationalisme libéral, mais plutôt comme des compensations à la rigueur qui est imposée par la coopération monétaire et financière.

III. Enjeux

Le présent projet comporte un intérêt intellectuel qui dépasse la thématique de recherche à proprement parler : il aborde sous un angle neuf les années 1920, en proposant un cadre interprétatif pour saisir la mutation des sociétés européennes qui, même s'il est présent sous diverses formes dans la littérature historique, comme dans des œuvres consacrées des sciences humaines à l'instar de la Grande Transformation de Polanyi (1983 [1944]), n'a jamais été placé au centre des grandes synthèses de l'histoire politique et économique de cette période. L'idée selon laquelle le retour à la normale économique d'avant-guerre a constitué un objectif central, partagé par la plupart des décideurs, et a formé le vecteur principal de l'évolution des pays européens permet de dépasser certaines limites des grandes synthèses sur les années 1920. Si la sortie de guerre a bien été marquée, dans l'embrasement révolutionnaire de l'Europe, par l'opposition entre les forces de la conservation et celles du mouvement, selon la terminologie d'Arno Mayer (1967), il n'empêche que cet affrontement s'est atténué par la suite et que le programme du retour à la normale a été largement accepté par la gauche réformatrice pendant la suite des années 1920, alors que l'influence communiste a considérablement décliné. Quoiqu'en puisse penser par exemple Eric Hobsbawm, qui surévalue grandement l'impact international de la révolution russe dans l'Age des Extrêmes (1999), le rétablissement de l'étalon-or a eu dès lors une influence incomparablement plus profonde durant les années 1920 sur la situation intérieure et la position internationale des pays européens que la politique de la Russie bolchevique, réduite à une puissance de second rang après la guerre civile. Dans le même ordre d'idée, la thèse bien connue de Charles Maier (1975), selon laquelle la stabilisation de la situation sociale dans les pays européens durant les années 1920 aurait reposé avant tout sur l'adoption de processus corporatistes, aptes à arbitrer les conflits entre le capital et le travail, paraît grandement surestimée, ce qui est dû autant à une prise en compte imparfaite du facteur monétaire dans l'analyse du retour à l'ordre qu'à une ignorance plus profonde des transformations du capitalisme financier depuis la Belle Epoque. Elle est impropre en tout cas à expliquer l'évolution politique de la France, du Royaume-Uni, des Neutres, comme de la plupart des pays de l'Europe de l'Est.

Un second intérêt de cette piste de recherche réside en ce qu'elle permet d'appréhender les années 1920 en autonomie, tout en considérant en quoi cette période prépare les désastres de la décennie

puis Paris, pour la domination du système financier international, contentieux irrésolus sur les dettes interalliées et les Réparations (Kindleberger 1973 ; James 1992 ; Farquet 2019b).

suivante. Sous la plume de politologues réputés, mais aussi de certains historiens, l'entre-deux-guerres est en effet souvent vue comme un âge sombre, une période uniforme de cataclysmes économiques et politiques en Europe, quand elle n'est pas simplement intégrée à une nouvelle Guerre de Trente ans qui se serait déroulée entre 1914 et 1945 (Carr 1939 ; Nolte 2000 ; Mazower 2005 ; Traverso 2007). A l'opposé de cette vision, la plupart des historiens préfèrent considérer, comme on l'a dit, les années folles comme une période de calme et de prospérité relative, du moins à partir de 1924, ce qui aurait pu fournir les bases d'une stabilité en Europe si la Grande Dépression n'avait pas débuté en 1929. Alors que la première interprétation ne met pas suffisamment en évidence la spécificité des années 1920 par rapport à la décennie suivante, la seconde tend à rendre exogène une crise qui puise manifestement ses origines dans les déséquilibres économiques issus de la guerre et dans la manière dont le système monétaire et financier a été stabilisé au cours des années 1920. Certes, des synthèses éclairées (par exemple, Kershaw 2015) adoptent une vision nuancée sur les années folles, ne sous-estimant pas les difficultés des sociétés européennes, mais elles manquent alors d'idées directrices qui structureraient le propos historique. A l'inverse des autres perspectives, le cadre d'analyse proposé par ce projet a donc le mérite de considérer les années 1920 pour elles-mêmes sans nier la réalité de la pacification de la situation politique et des relations internationales qui s'opère dans la seconde moitié de la décennie, tout en exposant le mouvement causal qui part de cette stabilisation pour aller vers une nouvelle crise. Le projet paraît ouvrir des pistes très fécondes d'interprétation, questionnant fondamentalement les paradoxes de la modernisation des sociétés européennes au début du XXe siècle. Il est donc légitime de supposer qu'il pourra susciter d'abondantes et fructueuses discussions dans le champ de l'histoire des relations internationales, comme dans les domaines de l'histoire politique ou culturelle.

Bibliographie indicative

- Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945*, Séries A et B, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1966-1995.
- « American Historical Review Conversation : On Transnational History », *The American Historical Review*, 111/5, 2006.
- Documents diplomatiques français*, Série 1920-1932, Berne, Peter Lang, 2003-.
- Documents on British Foreign Policy : 1919-1939*, Séries 1 et 1a, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1947-1986.
- International Politics*, Special Issue : « The Birth of Global Knowledge », 55/6, 2018.
- Denise Artaud, *La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Lille, Atelier des thèses de l'Université de Lille III, 1978.
- Laurence Badel, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce, 1925-1948*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999.
- Laurence Badel, « 1919 : Paris, capitale mondiale », *L'Histoire*, 460, 2019.
- Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Paris, Pedone, 1977.
- Jacques Bariéty, « Finances et relations internationales : à propos du « plan de Thoiry » (septembre 1926) », *Relations internationales*, 21, 1980.
- Jacques Bariéty (ed.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe (1919-1932)*, Strasbourg, Presses universitaires de France, 2007.
- Dominique Barjot, Isabelle Lescent-Giles et Marc de Ferrière Le Vayer (éd.), *L'américanisation en Europe au XXe siècle. Economie, culture et politique*, Lille, Centre de l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002.
- Sven Beckert, « American Danger. United States Empire, Eurafica, and the Territorialization of Industrial Capitalism, 1870-1950 », *The American Historical Review*, 122, 2017.
- Iván Berend, « Inflation, Stabilization and an Independent Financial System », dans Ivan Berend et Tamás Csató (éd.), *Evolution of the Hungarian Economy 1848-1998*, vol. 1, New Jersey, Atlantic Research and Publications, 2001.
- Peter Berger, *Im Schatten der Diktatur. Die Finanzdiplomatie des Vertreters des Völkerbundes in Österreich, Meinoud Marinus Rost van Tonningen 1931-1936*, Vienne, Böhlau, 2000.
- Kenneth Bertrams, « De l'action humanitaire à la recherche scientifique : Belgique, 1914-1930 », dans Ludovic Tournès (éd.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010.
- Frank Beyersdorf, « "Credit or Chaos". The Austrian Stabilisation Programme of 1923 and the League of Nations », dans Daniel Laqua (éd.), *Internationalism Reconfigured : Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres, IB Tauris, 2011.
- Iris Borowy, *Coming to Terms with World Health : the League of Nations Health Organisation 1921-1946*, Berne, Peter Lang, 2009.
- Robert Boyce, *British Capitalism at the Crossroads, 1919-1932. A Study in Politics, Economics and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- Robert Boyce, *The Great Interwar Crisis and the Collapse of Globalization*, Londres, Palgrave MacMillan, 2009.
- Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- Edward Carr, *The Twenty Years' Crisis : 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, Londres, MacMillan, 1939.
- Steve Charnovitz, « The Emergence of Democratic Participation in Global Governance (Paris, 1919) », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 10/1, 2003.

- Patricia Clavin et Jens-Wilhelm Wessels, « Transnationalism and the League of Nations. Understanding the Work of Its Economic and Financial Organization », *Contemporary European History*, 14, 2005.
- Patricia Clavin, *Securing the World Economy : The Reinvention of the League of Nations 1920-1946*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- Patricia Clavin, « Men and Markets. Global Capital and the International Economy », dans Glenda Sluga et Patricia Clavin (éd.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- Patrick Cohrs, *The Unfinished Peace after World War I. America, Britain, and the Stabilisation of Europe, 1919-1932*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Martin Conway et Kiran Patel (ed.), *Europeanization in the Twentieth Century : Historical Approaches*, Londres, Palgrave MacMillan, 2010.
- Frank Costigliola, *Awkward Dominion. American Political, Economic, and Cultural Relations with Europe, 1919-1933*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.
- Thomas Davies, *NGOS, A New History of Transnational Civil Society*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- Yann Decorzant, *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.
- Barry Eichengreen, *Golden Fetters. The Gold Standard and the Great Depression, 1919-1939*, New York, Oxford University Press, 1992.
- Anthony Endres et Grant Fleming, *International Organizations and the Analysis of Economic Policy, 1919-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- Christophe Farquet, « Le secret bancaire en cause à la Société des Nations », *Traverse, Revue d'histoire*, 1, 2009.
- Christophe Farquet, « Expertise et négociations fiscales à la Société des Nations », *Relations internationales*, 142, 2010.
- Christophe Farquet, « Théories et pratiques budgétaires du Comité financier de la Société des Nations lors de la stabilisation monétaire autrichienne des années 1920 », in Gérard Beaur et Laure Quennouëlle-Corre (éd.), *Les crises de la dette publique, XVIIIe-XXIe siècle*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2019a.
- Christophe Farquet, « Dettes publiques et politiques économiques en Europe pendant les années folles », *L'Economie politique*, 81, 2019b.
- Olivier Feiertag et Michel Margairaz (éd.), *Les banques centrales à l'échelle du monde. L'internationalisation des banques centrales des débuts du XXe siècle à nos jours*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2012.
- Michel Fior, *Institution globale et marchés financiers. La Société des Nations face à la reconstruction de l'Europe, 1918-1931*, Berne, Peter Lang, 2008.
- Peter Flora, *State, Economy, and Society in Western Europe : 1815-1975 : a Data Handbook in Two Volumes*, Frankfurt, Campus, 1983-7.
- William Gray, « What Did the League Do, Exactly ? », *International History Spotlight*, 1, 2007.
- Jean-Michel Guieu, *Le rameau et le glaive. Les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008.
- Jean-Michel Guieu, « Le rapprochement franco-allemand dans les années 1920 : esquisse d'une véritable réconciliation ou entente illusoire ? », *Les Cahiers Sirice*, 15, 2016.
- Madeleine Herren, *Internationale Organisationen seit 1865 : eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2009.
- Mark Hewitson (éd.), *Europe in Crisis : Intellectuals and the European Idea, 1917-1957*, New York, Berghahn Books, 2012.
- Eric Hobsbawm, *L'Âge des Extrêmes. Histoire du court XXe siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- Akira Iriye, *Global Community. The Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley, University of Carolina Press, 2002.

- Akira Iriye et Pierre-Yves Saunier (éd.), *Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave, 2009.
- Jon Jacobson, *Locarno Diplomacy. Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1972.
- Jon Jacobson, « The Impulse for a Franco-German Entente. The Origins of the Thoiry Conference 1926 », *Journal of Contemporary History*, 10/1, 1975.
- Jon Jacobson, « Is there a New International History of the 1920s ? », *American Historical Review*, 88/3, 1983.
- Harold James, « Financial Flows Across Frontiers During the Interwar Depression », *The Economic History Review*, 45/3, 1992.
- Gaynor Johnson (éd.), *Locarno Revisited. European Diplomacy, 1920-1929*, Londres, Routledge, 2004.
- Ian Kershaw, *To Hell and Back. Europe, 1914-1949*, New York, Viking, 2015.
- Egbert Klautke, *Unbegrenzte Möglichkeiten: "Amerikanisierung" in Deutschland und Frankreich (1900-1933)*, Wiesbaden, Franz Steiner, 2003.
- Franz Knipping, *Deutschland, Frankreich und das Ende der Locarno-Ära 1928-1931. Studien zur internationalen Politik in der Anfangsphase der Weltwirtschaftskrise*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1987.
- Sandrine Kott, « Une « communauté épistémique » du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 71, 2008.
- Sandrine Kott, « International Organizations – A Field of Research for a Global History », *Studies in Contemporary History*, 8, 2011.
- Sandrine Kott et Joelle Droux (éd.), *Globalising Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2013.
- John Krige et Helke Rausch (éd.), *American Foundations and the Coproduction of World Order in the Twentieth Century*, Göttingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 2012.
- Daniel Laqua, « Transnational Intellectual Cooperation, the League of Nations, and the Problem of Order », *Journal of Global History*, 6, 2011.
- Daniel Laqua (éd.), *Internationalism Reconfigured : Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris, 2011b.
- Werner Link, *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-32*, Düsseldorf, Droste, 1970.
- Charles Maier, *Recasting Bourgeois Europe : Stabilization in France, Germany, and Italy in the Decade after World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
- Charles Maier, « The Truth About the Treaties ? », *The Journal of Modern History*, 51/1, 1979.
- Michel Marbeau, *La Société des Nations. Vers un monde multilatéral, 1919-1946*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2017.
- Nathan Marcus, *Austrian Reconstruction and the Collapse of Global Finance, 1921-1931*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2018.
- Sally Marks, *The Illusion of Peace. International History in Europe, 1918-1933*, Londres, MacMillan, 1976.
- Sally Marks, « Mistakes and Myths. The Allies, Germany and the Versailles Treaty, 1918-1921 », *The Journal of Modern History*, 85, 2013.
- Arno Mayer, *Politics and Diplomacy of Peacemaking : Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, New York, A. Knopf, 1967.
- Mark Mazower, *Le continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XXe siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005.
- Walter McDougall, *France's Rhineland Policy, 1914-1924. The Last Bid for A Balance of Power in Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

William Mc Neil, « German Fiscal Policy and the Depression of 1925-26 », dans Harm Schröter et Clemens Wurm (éd.), *Politik, Wirtschaft und Internationale Beziehungen. Studien zu ihrem Verhältnis in der Zeit zwischen den Weltkriegen*, Mainz, Verlag Philipp von Zabern, 1991.

Richard Meyer, *Bankers' Diplomacy. Monetary Stabilization in the Twenties*, New York, Columbia University Press, 1970.

Brian Mitchell, *International Historical Statistics : Europe, 1750-2005*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2007.

Guido Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2005.

Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne, 1917-1945, national-socialisme et bolchevisme*, Paris : Ed. des Syrtes, 2000.

Frederik Northedge, *The League of Nations. Its Life and Times, 1920-1946*, Leicester, Leicester University Press, 1986.

Ragnar Nurkse, *International Currency Experience. Lessons of the Inter-War Period*, Genève, Société des Nations, 1944.

Louis Pauly, « The League of Nations and the Foreshadowing of the International Monetary Fund », *Princeton Essays in International Finance*, 201, 1996.

Louis Pauly, *Who Elected the Bankers ? Surveillance and Control in the World Economy*, Ithaca, Cornell University Press, 1997.

Stanley Payne, *A History of Fascism, 1914-1945*, Londres, UCL Press, 1995.

Susan Pedersen, « Back to the League of Nations », *The American Historical Review*, 112/4, 2007.

Susan Pedersen, *The Guardians : the League of Nations and the Crisis of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Nicole Piétri, *La Reconstruction économique et financière de l'Autriche par la Société des Nations (1921-1926)*, Thèse de doctorat, Université Paris I, 1981.

Karl Heinrich Pohl, *Weimars Wirtschaft und die Aussenpolitik der Republik 1924-1926. Vom Dawes-Plan zum Internationalen Eisenpakt*, Düsseldorf, Droste, 1979.

Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 [1944].

György Ranki, *Economy and Foreign Policy. The Struggle of the Great Powers for Hegemony in the Danube Valley, 1919-1939*, Boulder, East European Monographs, 1983.

Jean-Jacques Reniolet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de La Sorbonne, 1999.

Amalia Ribí Forclaz, *Humanitarian Imperialism. The Politics of Anti-Slavery Activism, 1880-1940*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Davide Rodogno, Bernhard Struck et Jakob Vogel (éd.), *Shaping the Transnational Sphere. Experts, Networks and Issues from the 1840s to the 1930s*, New York, Berghahn, 2015.

Magaly Rodriguez Garcia, Davide Rodogno et Liat Kozma (ed.), *The League of Nations' Work on Social Issues : Visions, Endeavours and Experiments*, Genève, United Nations, 2016.

Monica Rosengarten, *Die Internationale Handelskammer. Wirtschaftspolitische Empfehlungen in der Zeit der Weltwirtschaftskrise 1929-1939*, Berlin, Duncker und Humblot, 2001.

Joseph Rothschild, *East Central Europe Between the Two World Wars*, Seattle, University of Washington Press, 1974.

Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, « The Force of International Law : Lawyers' Diplomacy on the International Scene in the 1920s », *Law and Social Inquiry*, 32, 2007.

Sylvain Schirmann, « Le Comité financier de la SDN et les questions monétaires en Europe au cours des années trente », dans Sylvain Schirmann (éd.), *Organisations internationales et architectures européennes, 1929-1939*, Metz, Centre de recherche Histoire et Civilisation de l'Université de Metz, 2003.

Harm Schröter, *Americanization of the European Economy: A Compact Survey of American Economic Influence in Europe since the 1880s*, Dordrecht, Springer, 2005.

- Stephen Schuker, *The End of French Predominance in Europe. The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1976.
- Stephen Schuker, « Les Etats-Unis, la France et l'Europe, 1929-1932 », dans Jacques Bariéty (éd.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2007.
- Matthias Schulz, « Globalisierung, regionale Integration oder Desintegration ? Der Völkerbund und die Weltwirtschaft », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 54/10, 2006.
- Matthias Schulz, « Europa-Netzwerke und Europagedanke in der Zwischenkriegszeit », dans *Europäische Geschichte Online*, Mainz, Institut für Europäische Geschichte, 2010 [<http://ieg-ego.eu/de>].
- Matthias Schulz, « Der Briand-Plan und der Völkerbund als Verhandlungsarena für die europäische Einigung zwischen den Kriegen », dans *Europäische Geschichte Online*, Mainz, Institut für Europäische Geschichte, 2010 [<http://ieg-ego.eu/de>].
- Glenda Sluga, *Internationalism in the Age of Nationalism*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013.
- Glenda Sluga et Patricia Clavin (éd.), *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- Georges-Henri Soutou, « L'Allemagne dans les projets de sécurité collective de l'entre-deux-guerres », dans Anne-Claire de Gayffier-Bonneville (éd.), *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- Georges-Henri Soutou, « Réflexions sur l'échec de la sécurité collective et ses raisons », *Transversalités*, 119, 2011.
- Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History, 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Dieter Stiefel, *Die grosse Krise in einem kleinen Land. Österreichische Finanz- und Wirtschaftspolitik 1929-1938*, Vienne, Böhlau Verlag, 1988.
- Alice Teichova, *An Economic Background to Munich. International Business in Czechoslovakia, 1918-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.
- Adam Tooze, *Le déluge, 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Paris, Belles Lettres, 2015.
- Ludovic Tournès, *Les Etats-Unis et la Société des Nations (1914-1946) : le système international face à l'émergence d'une superpuissance*, Berne, Peter Lang, 2016.
- Ludovic Tournès et Giles Scott-Smith (éd.), *Global Exchanges : Scholarship Programs and Transnational Circulations in the Modern World*, New York, Berghahn Books, 2017.
- Enzo Traverso, *A feu et à sang. De la Guerre civile européenne, 1914-1945*, Paris, Stock, 2007.
- Hans-Joachim Voth, « With a Bang, not a Whimper. Pricking Germany's « Stock Market Bubble » in 1927 and the Slide into Depression », *The Journal of Economic History*, 63/1, 2003.
- Keith Watenpaugh, *Bread from Stones : the Middle East and the Making of Modern Humanitarianism*, Berkeley, University of Carolina Press, 2015.
- Francis Walters, *A History of the League of Nations*, Londres, Oxford University Press, 1952, 2 vol.